

NG Série Personnel

SOCIÉTÉ
NATIONALE

~~INSTRUCTION GÉNÉRALE N° 56~~

des
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

Rectif. n° 1 du 28.3.42
2 du 15.6.45
3 du 1.5.47

430 LM 1/43

Paris, le 20 décembre 1938.

Col.

Nm
44

Me

UTILISATION PAR DÉTACHEMENT A TITRE TEMPORAIRE A UN GRAND SERVICE DES AGENTS EN EXCÉDENT DES BESOINS D'UN AUTRE GRAND SERVICE

Lorsque se produisent des fluctuations importantes dans l'intensité du trafic, ou lorsque la baisse du trafic se maintient pendant une durée assez longue, il peut apparaître dans les effectifs d'un Service, ~~notamment du Service de l'Exploitation~~, des excédents de personnel qu'il n'est pas possible de résorber rapidement.

Dans ce cas, le Service excédentaire doit, après avoir utilisé le plus possible des agents en surnombre à des travaux effectués par des entreprises et à ^{des emplacements} ~~remplacer des~~ auxiliaires, mettre le reste des agents en excédent à disposition de ceux des autres Services qui ont l'emploi de cette main-d'œuvre, quitte pour ceux-ci à réduire ou à supprimer l'utilisation des auxiliaires ou des entreprises.

Le Chef d'Arrondissement intéressé en informe ses Collègues des autres Services et rend compte à son Service Régional. Les dispositions suivantes doivent alors être appliquées :

1° — Le Chef d'Arrondissement du Service excédentaire fait connaître mensuellement, et par localité, à ses Collègues des autres Services le nombre d'Agents qu'il peut mettre à disposition pour le mois à venir.

Chaque Chef d'Arrondissement, ainsi avisé, ne doit recourir à l'emploi d'auxiliaires que dans la mesure où il ne trouve pas dans la main-d'œuvre ainsi offerte les éléments qui lui sont nécessaires; il doit s'efforcer d'occuper de préférence ces Agents dans la localité de leur affectation administrative mais peut, s'il est nécessaire, les occuper également dans une autre localité.

Par main-d'œuvre disponible il faut entendre des agents qui peuvent être mis à disposition pendant une certaine durée continue et non pendant quelques rares journées ou fractions de journées; si toutefois ce dernier cas se présentait, les Services utilisateurs devraient s'efforcer de faire appel aux intéressés pour des besognes fragmentaires et banales (telles que des manutentions de matériaux, par exemple).

2° — Le Directeur Général fixe la somme à laquelle le Service cédant doit facturer au Service utilisateur les journées de travail effectif fournies par le personnel considéré ; le prix de facturation est forfaitaire et est basé sur le prix moyen de l'auxiliaire, établi pour l'ensemble du réseau national (1).

Chaque mois, les Services excédentaires facturent aux Services utilisateurs les sommes calculées sur les bases ci-dessus.

Il n'est pas fait reprise sur le Service utilisateur des indemnités de déplacement ni des autres indemnités payées au personnel cédé.

Les Agents detachés sont soumis au régime de travail applicable aux Agents du Service utilisateur ; ils reçoivent les indemnités de déplacement applicables aux Agents du Service utilisateur ; ils continuent à figurer sur les feuilles de solde de leurs services respectifs et touchent leur paye aux dates fixées et dans les conditions prévues pour le personnel dont ils font partie administrativement.

3° — Pendant leur détachement, les Agents cédés continuent à être gérés par leur Chef direct au point de vue congés, maladies, changement de situation de famille, etc...; tous renseignements utiles doivent être fournis, à cet effet, par l'Arrondissement utilisateur en même temps que tous les renseignements qui intéressent la solde.

4° — L'attention est spécialement attirée sur le fait que les directives ci-dessus ne s'appliquent que dans les périodes exceptionnelles d'excédent de main-d'œuvre et que, même dans ces périodes, les règles de facturation habituelles continuent à être appliquées à tous les agents qui ne sont pas mis à disposition dans les conditions de la présente note après accord particulier des Chefs d'Arrondissements.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

1 mai 1942 = 300 f
juin 1942 = 150 f
1942-62

(1) Somme convenue à partir du 1^{er} janvier 1939 : 45 francs par journée.

Il est tenu également compte, pour la fixation de ce montant, de la conduite, du travail et de l'ancienneté de service de l'intéressé.

article 4 ♦ Paiements.

L'attribution d'un secours, d'une avance sur traitement ou d'un prêt est toujours subordonnée aux résultats d'une enquête effectuée sur place par les Chefs hiérarchiques de l'intéressé, avec la collaboration, le cas échéant, du Service Social.

Les versements sont, en règle générale, effectués entre les mains du bénéficiaire par l'organisme chargé de lui payer sa solde; ils peuvent l'être toutefois par l'entremise du Service Social, si cette mesure est de nature à constituer une sauvegarde pour la famille de l'agent ou si le secours a été accordé sur la proposition dudit Service.

article 5 ♦ Pouvoirs en matière de secours.

Le Directeur de l'Exploitation de la Région (ou le Directeur ayant les mêmes pouvoirs dans les Services Centraux) peut accorder les secours au personnel en activité de service (agents du cadre permanent ou auxiliaires) dans la limite d'un maximum de 1 500 f, majorés de 250 f par enfant à charge (1).

Dans les cas exceptionnels où le montant du secours ainsi fixé apparaît insuffisant, il y a lieu de soumettre, avec toutes les justifications utiles, une proposition au Directeur Général (Service Central du Personnel).

article 6 ♦ Avances sur traitement.

L'avance sur traitement ne comporte le paiement d'aucun intérêt; elle est accordée — aux seuls agents du cadre permanent en activité de service — par le Directeur de l'Exploitation de la Région (ou par le Directeur ayant les mêmes pouvoirs dans les Services Centraux) et limitée, en principe, à la valeur du traitement fixe mensuel brut (2) augmenté de l'indemnité spéciale temporaire (majorée de la part correspondante de l'indemnité pour supplément de travail) et, le cas échéant, de l'indemnité de fonction.

Si l'agent a un ou plusieurs enfants à charge, le secours peut atteindre deux ou trois fois le total des éléments susvisés, avec maximum de 10 000 f.

Les avances dont la valeur dépasse 10 000 f sont réservées à la décision du Directeur Général.

Le remboursement de l'avance s'opère par retenue du dixième des éléments visés au premier alinéa du présent article, la première retenue étant effectuée sur la solde du mois qui suit celui du paiement de l'avance consentie.

article 7 ♦ Prêts.

A la différence des avances sur traitement, les prêts portent intérêt. Ils sont accordés aux seuls agents en activité de service du cadre permanent dans les cas tout à fait exceptionnels où le montant d'une avance sur traitement est insuffisant.

Les prêts sont réservés à la décision du Directeur Général, sur proposition du Directeur de l'Exploitation de la Région (ou du Directeur ayant les mêmes pouvoirs dans les Services Centraux). Cette proposition est soumise à l'examen du Service du Contentieux par la Région ou le Service Central intéressé. Le Service du Contentieux adresse son avis au Directeur Général (Service Central du Personnel) en y annexant la proposition de la Région ou du Service Central intéressé. Sur le vu de ces pièces, le taux d'intérêt des prêts, ainsi que les modalités de leur remboursement, sont arrêtés par le Directeur Général dans chaque cas, compte tenu des circonstances de l'espèce, des ressources de l'agent comme de ses charges de famille. Ce taux et ces modalités sont mentionnés sur la reconnaissance de dette préparée par le Service du Contentieux et que l'agent doit signer.

article 8 ♦ Dispositions communes aux avances et aux prêts.

a) Sauf autorisation spéciale du Directeur Général, aucune avance nouvelle ni aucun prêt nouveau ne sont accordés avant que la moitié au moins de la précédente avance ou du précédent prêt ait été remboursée.

b) Il est toujours loisible aux bénéficiaires d'une avance ou d'un prêt de se libérer par anticipation.

c) En cas de cessation des services, quel qu'en soit le motif, le remboursement intégral des sommes restant dues devient, en principe, immédiatement exigible. Il peut, toutefois, être dérogé à cette règle par décision du Directeur Général.

♦ (1) Les enfants à charge sont ceux qui donnent droit à l'attribution d'une allocation pour charges de famille ou qui y donneraient droit s'ils n'étaient pas considérés comme enfants uniques au regard des dispositions légales concernant l'attribution des allocations familiales.

♦ (2) Y compris le supplément de traitement attribué à certains agents ainsi que, le cas échéant, la prime compensatrice et l'indemnité compensatrice visées à l'article 17 du Fascicule II (page 55) et à l'article 76 du Fascicule X — Titre I (page 1626) du Règlement du Personnel.

d) Le remboursement d'une avance ou d'un prêt peut être exceptionnellement suspendu par l'autorité qui a accordé cette avance ou ce prêt, lorsque, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté et, notamment, en raison de frais importants et nouveaux dus à la maladie, le bénéficiaire se trouve en difficulté. Une enquête sur la situation de l'intéressé est préalablement effectuée dans chaque cas.

La suspension provisoire du remboursement ne doit pas, en principe, excéder trois mois; des délais supérieurs peuvent être cependant accordés sur proposition adressée au Directeur Général (Service Central du Personnel).

e) Exceptionnellement, des dispenses de remboursement de la ou des dernières mensualités des avances ou des prêts peuvent être consenties, dans des cas particulièrement dignes d'intérêt.

La dispense est accordée par le Directeur de l'Exploitation de la Région (ou le Directeur ayant les mêmes pouvoirs dans les Services Centraux) si la somme remise n'excède pas la limite définie pour les secours au 1^{er} alinéa de l'article 5. Dans le cas contraire, la dispense ne peut être accordée que par le Directeur Général.

Les sommes dont le remboursement est ainsi abandonné prennent le caractère de secours et, comme telles, doivent entrer en ligne de compte dans les dépenses faisant l'objet du crédit global prévu à l'article 2.

f) Les agents dont le traitement est frappé d'opposition ou qui ont consenti une cession, ne peuvent — sauf autorisation exceptionnelle du Directeur Général — bénéficier d'une avance ou d'un prêt qu'à la condition d'affecter cette avance ou ce prêt à la liquidation de leur situation. Dans ce cas, le montant de l'avance ou du prêt consenti est mis à la disposition du Service du Contentieux.

article 8¹ ♦ Prêts accordés aux jeunes agents lors de leur mariage.

Il peut être venu en aide, dans les conditions indiquées ci-après, aux jeunes agents du cadre permanent âgés de moins de 30 ans (1), lors de leur mariage, pour leur permettre de créer et meubler leur foyer.

Des dérogations à cette limite d'âge peuvent être admises par le Directeur de l'Exploitation de la Région (ou le Directeur ayant les mêmes pouvoirs dans les Services Centraux) lorsque des circonstances particulières les justifient.

L'aide apportée à ces agents consiste en un prêt spécial dont le montant peut atteindre 10 000 f.

L'intérêt de ce prêt spécial est fixé à 3 %. Il commence à courir dès que le versement est effectué et doit être décompté pour toutes les périodes pendant lesquelles les remboursements prévus sont suspendus, pour quelque motif que ce soit.

Le remboursement est opéré sur les appointements des bénéficiaires au moyen d'une retenue mensuelle égale au 1/10^e du traitement fixe mensuel brut (2) augmenté de l'indemnité spéciale temporaire (majorée de la part correspondante de l'indemnité pour supplément de travail) et, le cas échéant, de l'indemnité de fonction.

Ce remboursement ne commence toutefois qu'un an après la date de versement du prêt à l'agent. Il peut, sur la demande de l'intéressé, être suspendu pendant deux ans à chaque nouvelle naissance d'enfant.

Ces prêts spéciaux, ainsi que les suspensions de remboursement prévues ci-dessus en cas de naissance d'enfant, sont accordés par le Directeur de l'Exploitation de la Région (ou le Directeur ayant les mêmes pouvoirs dans les Services Centraux).

Le règlement en est assuré par les soins des Services Financiers contre signature, par l'agent, de la reconnaissance de dette, le Service du Contentieux n'ayant à intervenir que dans les cas qui présentent des difficultés particulières.

Ce règlement peut être effectué avant la célébration du mariage, mais, dans ce cas, l'agent doit présenter, à l'appui de sa demande, un certificat attestant que les bans ont été publiés. Il convient de s'assurer, par la suite, que le mariage a effectivement eu lieu. Dans le cas où il n'aurait pas été célébré, l'agent sera tenu de rembourser immédiatement le montant du prêt reçu augmenté des intérêts échus.

Les dispositions des paragraphes b), c), d) et e) de l'article 8 ci-dessus sont applicables à ces prêts spéciaux.

CHAPITRE III

ANCIENS AGENTS OU ANCIENS AUXILIAIRES ET LEUR FAMILLE

article 9 ♦ Cas d'attribution de secours.

Des secours peuvent être accordés aux anciens agents du cadre permanent et aux anciens auxiliaires (ou à leurs ayants droit) qui, ne recevant aucune pension ou ne bénéficiant que d'une pension de faible importance, se trouvent dans une situation difficile, par suite, notamment, d'infirmités ou en raison de charges spéciales qu'ils ont à supporter.

♦ (1) La limite d'âge de 30 ans est, le cas échéant, prorogée d'une durée égale au temps passé par l'intéressé en captivité.

♦ (2) Y compris le supplément de traitement attribué à certains agents ainsi que, le cas échéant, la prime compensatrice et l'indemnité compensatrice visées à l'article 17 du Fascicule II (page 55) et à l'article 76 du Fascicule X — Titre I (page 1626) du Règlement du Personnel.